

*Les crédits*

Cela veut dire qu'il faut mettre de l'ordre dans nos propres affaires et que nous ne devons pas laisser un déficit excessif saper nos énergies. Tous les niveaux de gouvernements au Canada pratiquent le même genre de régime d'austérité. Tous doivent prendre des décisions judicieuses mais difficiles. C'est une question qui transcende l'esprit de parti.

Tous les jours, des manchettes attirent notre attention sur des municipalités qui doivent se demander quel type et quel niveau de services elles peuvent se permettre. Elles doivent elles aussi trouver le juste équilibre entre l'augmentation des impôts, la réduction des dépenses et l'alourdissement de leur dette.

La plupart des municipalités sont conscientes qu'elles ne peuvent guère alourdir les impôts des propriétaires de maisons déjà pressurés. Lorsqu'on en demande trop, on provoque une réaction négative, et les citoyens se dressent les uns contre les autres. À trop tirer d'eau d'un puits, on finit par le tarir. L'augmentation des impôts est donc exclue dès le départ.

Il y a aussi des limites à l'endettement, car la dette finit par étouffer toute initiative et laisser encore moins d'espace pour manoeuvrer. C'est pure folie d'en arriver à ce que les frais d'intérêt soient la plus importante dépense.

Les provinces sont dans le même bain, peu importe le parti au pouvoir, progressistes-conservateurs, libéraux ou néo-démocrates. Une fois au pouvoir, ils s'aperçoivent qu'ils sont aux prises avec la même conjoncture que tout le monde. Il n'y a pas de remède miracle. Il faut s'accrocher ferme et relever le défi ou bien refuser de voir le problème, ce qui ne fera que l'aggraver.

Le gouvernement fédéral ne fait pas exception. Nous faisons face aux mêmes problèmes. Nous ne pouvons pas prétendre que la réalité n'a pas changé ni qu'il n'y a pas de décisions difficiles à prendre. Le plan d'attaque que nous avons adopté ne diffère pas tellement des mesures que prendrait le Canadien moyen.

Par exemple, des sondages récents ont révélé un changement dans l'attitude et les priorités des Canadiens. Ce n'est pas que les Canadiens ne croient plus à l'importance des garderies. Ils y croient toujours, c'est évident. Ce changement d'attitude reflète plutôt une réalité nouvelle, qui exige une approche nouvelle.

Nous savons tous quelles sont ces réalités nouvelles. La récession a provoqué une hausse du chômage et de l'aide sociale. Les Canadiens perçoivent les choses différemment, à l'heure actuelle. Ils se rendent compte que ces problèmes ne sont plus ceux d'une infime minorité.

Le Canadien moyen avait coutume de ne pas s'inquiéter de la sécurité d'emploi. Maintenant, des familles à revenu moyen savent que certains de leurs voisins ont perdu leur emploi. L'adaptation au marché du travail a touché les membres des professions libérales, les cols blancs et les cols bleus.

Le niveau de scolarité et les connaissances techniques ne sont plus une garantie coulée dans le béton. Les professionnels les plus qualifiés risquent de perdre leur emploi au même titre que les simples ouvriers. Les infirmiers et infirmières, les enseignants et autres professionnels s'inquiètent aussi de leur avenir.

Les banques d'alimentation sont monnaie courante et leurs bénéficiaires ne sont pas seulement des pauvres. Ils sont nombreux ceux qui ne croyaient jamais devoir un jour recourir à ce genre de services et qui savent maintenant que personne n'est à l'abri des incertitudes causées par le changement.

Comment ces réalités nouvelles ont-elles modifié nos perspectives et partant, nos priorités? Une chose est sûre: les gens sont beaucoup plus sensibilisés au problème de la pauvreté qu'auparavant. Les Canadiens savent que le nombre de familles qui vivent dans la pauvreté est beaucoup plus élevé qu'ils ne l'auraient cru avant. Ils sont maintenant plus conscients du fait que, dans la majorité des cas, on ne fait pas exprès pour devenir pauvre.

Les forces socio-économiques échappent au contrôle des familles. Le Canadien typique est aux prises avec le fait que beaucoup de ses concitoyens connaissent des difficultés et souhaitent que le gouvernement intervienne.

Par conséquent, si on demande à un Canadien typique de déterminer qui il faut aider en priorité: un enfant de dix ans dont il faut assurer la garde, un enfant maltraité, un enfant victime d'exploitation sexuelle et un enfant affamé, il ne fait aucun doute que les services de garde ne figureront pas en tête de liste. Aucune personne qui a du coeur ne tournerait le dos à un enfant affamé ou maltraité. D'ailleurs, nous ne le pourrions pas.

Nous estimons qu'il y a trop d'enfants qui vivent dans la pauvreté au Canada. Les décisions pénibles qui ont été prises doivent être assumées par tous. On ne saurait en imposer le fardeau aux enfants pauvres. Nous avons donc fait ce qu'auraient fait la plupart des Canadiens. Nous avons choisi de relever les conditions de vie des enfants pauvres.